



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17 OCT. 2022

portant prescriptions complémentaires à la société FULCHIRON Alsace
pour l'exploitation de la carrière et des installations de traitement des matériaux situées à Hatten

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 autorisant la société Sablières Quartz de Hatten à exploiter une carrière et des installations de premier traitement des matériaux de carrières situées à Hatten ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 avril 2015 portant dérogation aux interdictions de destructions de spécimens et de transferts d'espèces protégées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres installations classées situées à Hatten ;
- VU** la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le porter à connaissance transmis par lettre du 02 février 2017 par la société FULCHIRON Alsace ;
- VU** le porter à connaissance transmis par lettre du 11 juin 2018 par la société FULCHIRON Alsace ;
- VU** le porter à connaissance transmis par lettre du 10 octobre 2019 par la société FULCHIRON Alsace ;
- VU** la lettre de la société FULCHIRON Alsace du 16 janvier 2020 ;
- VU** le porter à connaissance transmis par lettre du 05 février 2020, complété par courriels du 07 avril 2020 (mise à jour du porter à connaissance), du 20 juillet 2020, du 25 août 2021 et du 18 août 2022, par la société FULCHIRON Alsace ;

- VU** le courriel du 25 août 2021 relatif à l'avis du propriétaire des terrains sur le projet de remise en état ;
- VU** la lettre du 04 janvier 2022 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement relative au projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires ;
- VU** les courriels du 22 et du 23 septembre 2022 de la société FULCHIRON Alsace relatif aux observations sur le projet d'arrêté ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 23 août 2022 ;

CONSIDÉRANT les modifications d'installations réalisées ou prévues et déclarées par la société FULCHIRON Alsace et notamment :

- la modification des installations de traitement des matériaux ;
- la mise en place d'installations de clarification pour le traitement des eaux industrielles ;
- la création d'un ouvrage de prélèvement d'eau ;
- la modification du phasage d'exploitation de la carrière ;
- la suppression de certaines installations (four de séchage) ;
- la modification des conditions de remise en état ;

CONSIDÉRANT que la modification ne conduit pas à augmenter la puissance installée des installations de traitement des matériaux ; que la mise en place d'installations de clarification permet de limiter le prélèvement d'eau dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales encadre les prélèvements et les rejets d'eau des installations de traitement ; que l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales prévoit dans sa notice que certaines règles peuvent être adaptées aux circonstances locales ; que l'exploitant a sollicité un aménagement des dispositions de l'article 23 de l'arrêté précité pour ce qui concerne le volume d'eau prélevé ; que l'exploitant a démontré que les prélèvements dans les conditions prévues n'auraient pas d'impact significatif sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières précise que, pour les exploitants qui utilisent des flocculants afin d'accélérer la précipitation des fines, en ce qui concerne les polyacrylamides, l'étude européenne sur l'évaluation des risques autour de l'acrylamide et ses composés de l'Institut pour la santé et la protection des consommateurs indique que les polyacrylamides ne se dégradent pas en acrylamide (substance cancérigène et mutagène) et qu'il pourra être considéré que des déchets produits à partir d'un flocculant présentant un taux d'acrylamides suffisamment faible (dans les polyacrylamides de base) peuvent être considérés inertes et que «un taux inférieur à 0,1 % de monomère dans le polyacrylamide sera jugé acceptable» ;

CONSIDÉRANT que les éléments présentés par l'exploitant ne prévoient pas la remise en état immédiate des berges du plan d'eau et de certains secteurs non concernés par l'extraction ou le stockage de matériaux ; que ces zones ne sont plus concernées par les travaux d'extraction ; qu'en conséquence, rien ne s'oppose à la remise en état des berges ; qu'il est proposé de prescrire la remise en état des berges dans un délai d'un an ; qu'en conséquence, il convient d'adapter le montant des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que compte tenu des éléments exposés ci-dessus la demande de la société FULCHIRON Alsace ne constitue pas une modification substantielle de l'installation au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

d'actualiser les prescriptions applicables à l'exploitation des installations du site afin de prendre en compte les modifications précitées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a fait part de ses observations sur le projet d'arrêté présenté par courriel du 22 septembre 2022 ; qu'il a notamment indiqué que les installations de traitement fonctionnent de 4h à 20h du lundi au samedi et que le transport de matériaux est réalisé de 5h30 à 20h du lundi au vendredi ; que ces modifications n'ont pas d'incidence significatives sur l'environnement ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : OBJET

La société FULCHIRON Alsace, dont le siège social est situé RN419 à Soufflenheim (67620), ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de la carrière et des installations de traitement des matériaux situées RD297 à Hatten (67690).

Article 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Le tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 susvisé, est supprimé et remplacé par le tableau suivant.

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques de l'installation	Classement
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Surface : 220 441 m ² Tonnage à extraire : 80 000 tonnes.	Autorisation
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.	Puissance installée : 600 kW	Enregistrement
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Surface : 6200 m ²	Déclaration

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques de l'installation	Classement
	La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .		
1.1.2.0-2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Le volume total prélevé par le puits est au maximum de 180 000 m ³ par an. Débit instantané maximal de prélèvement par le forage : 30 m ³ /h. Débit instantané maximal de prélèvement dans le plan d'eau : 40 m ³ /h.	Déclaration
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	1 puits pour le prélèvement d'eau / piézomètre aval (Pz4 - est) 3 piézomètres : <ul style="list-style-type: none"> • piézomètre amont (PZ3 - nord-ouest) ; • PZ1 (sud-ouest) ; • Pz2 (nord). 	Déclaration
3.2.3.0-1	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha.	La superficie du plan d'eau est de : <ul style="list-style-type: none"> • 3,5 ha. 	Autorisation

Pour les ouvrages relevant de la rubrique 1.1.1.0, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, au forage, à la création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 3 : MISE À JOUR DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ DU 10 SEPTEMBRE 2013

3.1 Périmètre exploitable

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« De 2020 à fin 2023, les matériaux sont extraits dans le périmètre présenté sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté. Aucun nouveau décapage ou déboisement n'est réalisé ».

3.2 Garanties financières

Les dispositions de l'article 1.6.3 de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation et la remise en état sont réalisées conformément aux plans joints en annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes est de :

Période	Montant en euros (TTC)
De 2020 à 2023	287849
De 2023 à 2028	149805
De 2028 à 2033	149805

L'indice de référence TP01 utilisé est de 111,2, valeur d'octobre 2019. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,2.

L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original du document qui atteste de la constitution de garanties financières. Ce document est conforme à un modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

3.3 Identification des effluents et destination

Le tableau présenté à l'article 4.3.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Catégorie d'effluents	Destination et mode de traitement
Eaux de ruissellement non susceptibles d'être polluées	Infiltration dans le sol ou rejet dans le plan d'eau
Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement sur les aires de ravitaillement et d'entretien des engins...)	Rejet dans le plan d'eau après décantation et séparation des hydrocarbures
Eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées	Infiltration dans le sol ou rejet dans le plan d'eau
Eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction)	Élimination en tant que déchets
Eaux de lavage des matériaux et autres eaux de procédé	Le rejet hors du site est interdit. Les eaux de procédé sont recyclées dans l'installation de clarification. Les boues de l'installation sont pompées et décantées dans les bassins de décantation des boues (2 bassins en parallèle). Les eaux issues de ces bassins rejoignent le plan d'eau.
Eaux domestiques (eaux vannes...)	Assainissement autonome

3.4 Horaires de fonctionnement

Les dispositions des 1^{er} et 2^e alinéa de l'article 6.2.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Aucune activité n'est exercée les dimanches et les jours fériés.

Les horaires d'exploitation du site (extraction, fonctionnement des installations de traitement, opérations de chargement et de transport de matériaux) sont :

- extraction : du lundi au vendredi de 7h à 17h ;
- fonctionnement de l'installation de traitement : du lundi 4h au samedi 20h ;
- transport de matériaux : du lundi au vendredi de 5h30 à 20h ».

3.5 Remise en état

Les dispositions du 2^e alinéa de l'article 8.6.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La remise en état des berges du plan d'eau et les aménagements associés ainsi que la remise en état intermédiaire sont achevés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

La fin de l'extraction des matériaux est notifiée à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois avant la fin de l'extraction.

La remise en état finale est achevée à l'échéance de l'autorisation ».

Les dispositions du 4^e alinéa de l'article 8.6.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La remise en état est réalisée conformément aux plans joints en annexe 3 du présent arrêté et selon les principes présentés dans l'étude d'impact associée au dossier de demande d'autorisation (aménagement et talutage des berges du plan d'eau, création et aménagement de chapelets de mares, création de zones de hauts-fonds, revégétalisation). Elle comprend :

- un état intermédiaire, conservant l'ensemble des installations de traitement ;*
- un état final ».*

3.6 Surveillance des rejets aqueux

Les dispositions de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« En sortie des bassins de décantation des boues, les analyses sont complétées par l'analyse du paramètre acrylamide ».

3.7 Surveillance des eaux souterraines

La liste des paramètres mentionnés au 1^{er} alinéa de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté du 10 septembre 2013 susvisé est complétée par le paramètre suivant :

« acrylamide ».

Article 4 : PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

4.1 Prescriptions applicables aux installations de traitement

4.1.1 S'appliquent aux installations de traitement des matériaux les prescriptions de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé.

4.1.2 En référence à la demande de l'exploitant, les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé sont modifiées suivant les dispositions qui suivent.

En lieu et place des dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Le prélèvement maximum effectué dans le milieu naturel ne dépasse pas 180 000 m³ par an. L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc... pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits ».

4.1.3 Les flocculants mis en œuvre dans le procédé de traitement des eaux présentent un taux inférieur à 0,1 % de monomère résiduel dans le polyacrylamide.

L'exploitant conserve sur le site et tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents justifiant de la teneur en acrylamide des floculants utilisés.

4.1.4 Le stockage définitif des boues issues du traitement des matériaux est interdit sur le site de Hatten.

L'exploitant consigne dans un registre les quantités de boues produites, l'origine des matériaux traités, et le devenir des boues.

Une analyse du paramètre acrylamide est réalisée une fois par an dans les boues produites.

4.2 Espèces protégées

4.2.1 L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté du 27 avril 2015 portant dérogation aux interdictions de destructions de spécimens et de transferts d'espèces protégées susvisé, joint en annexe 4 du présent arrêté.

4.2.2 L'exploitant adapte ses prélèvements dans le plan d'eau, notamment en période de sécheresse, afin d'assurer un niveau d'eau suffisant pour la faune et la flore.

4.2.3 Les espèces exotiques envahissantes identifiées dans l'emprise de la carrière font l'objet d'un traitement adapté pour assurer leur maîtrise, voire leur éradication. Les travaux d'arrachage sont réalisés par des méthodes douces et n'entraînent pas de perturbation des sols. L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

Un suivi est mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité du traitement.

4.3 Ouvrages de surveillance des eaux souterraines abandonnés

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en sécurité les éventuels ouvrages de surveillance des eaux souterraines abandonnés conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003.

Le rapport de travaux est transmis à la préfète, dans un délai de deux mois à compter de la réalisation des travaux.

Article 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

5.1 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

5.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

5.3 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société FULCHIRON Alsace ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- au maire de Hatten.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



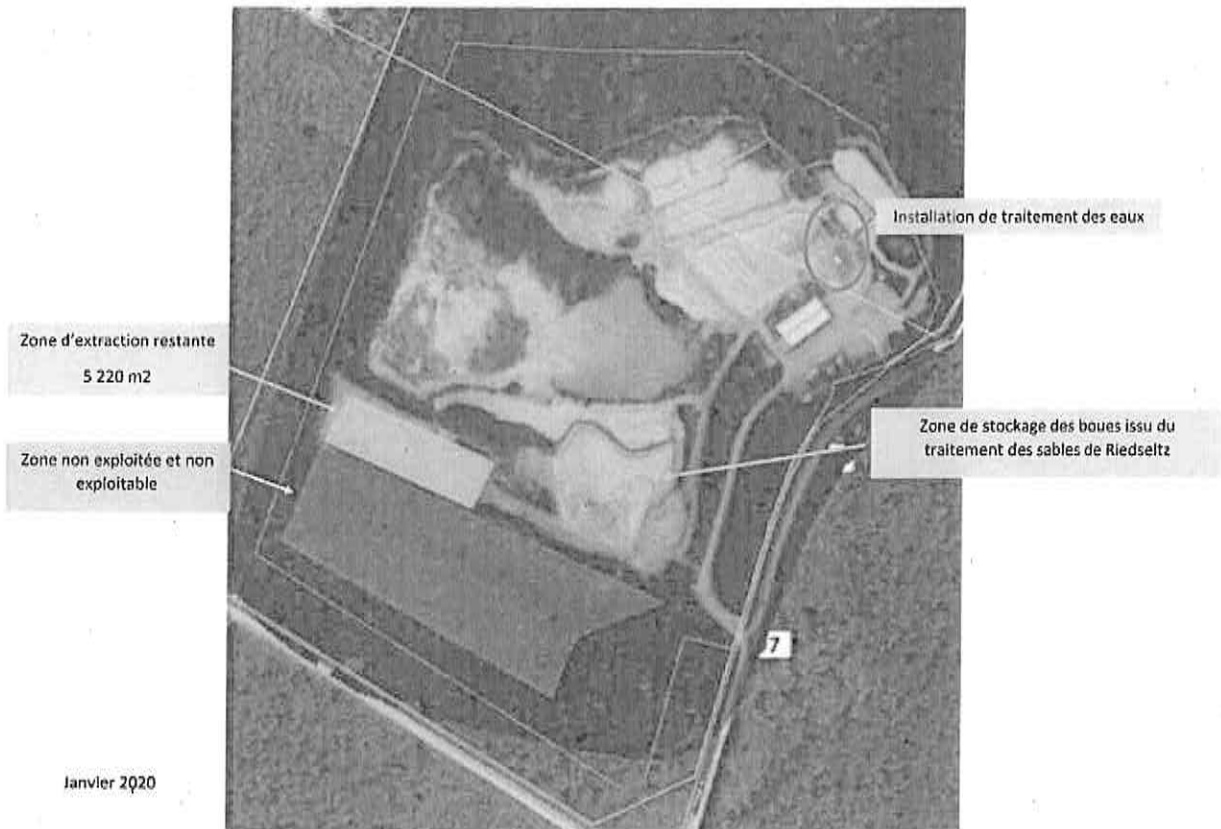
Mathieu DUHAMEL

ANNEXES

- I. Périmètre exploitable**
- II. Plan des garanties financières**
- III. Plans de remise en état**
- VI. Arrêté du 27 avril 2015**

I. Périmètre exploitable

FULCHIRON ALSACE – CARRIERE DE HATTEN



II. Plan des garanties financières

- de 2020 à 2023

Illustration n° 2 : Plan pour le calcul des garanties financières
pour la période 2020-2023



Surface S1 des infrastructures



Surface S2 : surfaces décapées et/ou en chantier. (Également surface utilisée pour le stockage temporaire des argiles issues du traitement des sables de Riedseltz)



Surface en eau (env.3,5ha)



Linéaire de berges à remettre en état









Périimètre autorisé

- de 2023 à 2033 :

Illustration n° 3 : Plan pour le calcul des garanties financières pour la période 2028-2032

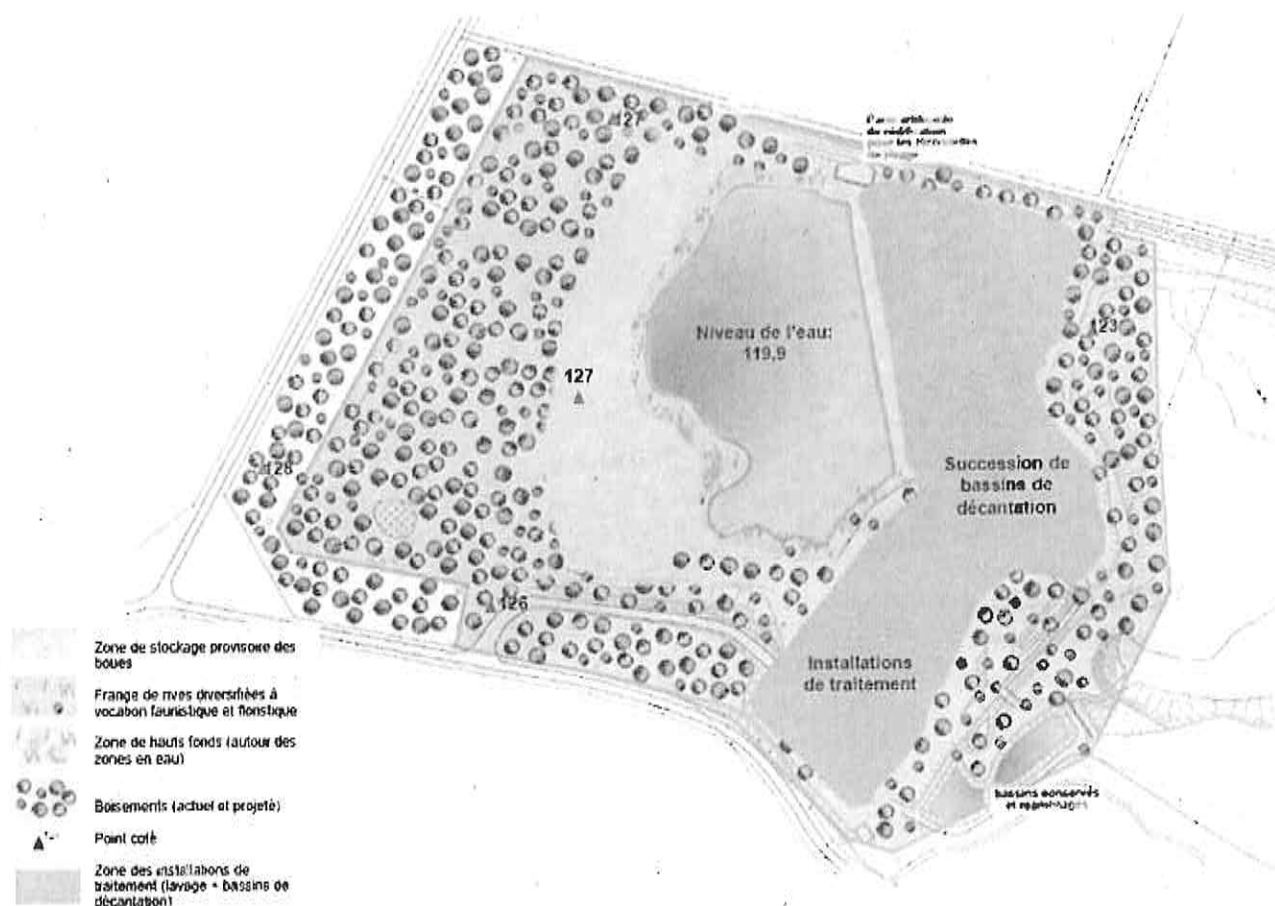


-  Surface S1 des infrastructures
-  Surface S2 : surfaces décapées et/ou en chantier (*absence*)
-  Surface en eau
-  Surface remise en état
-  Linéaire de berges à remettre en état
-  Périmètre autorisé

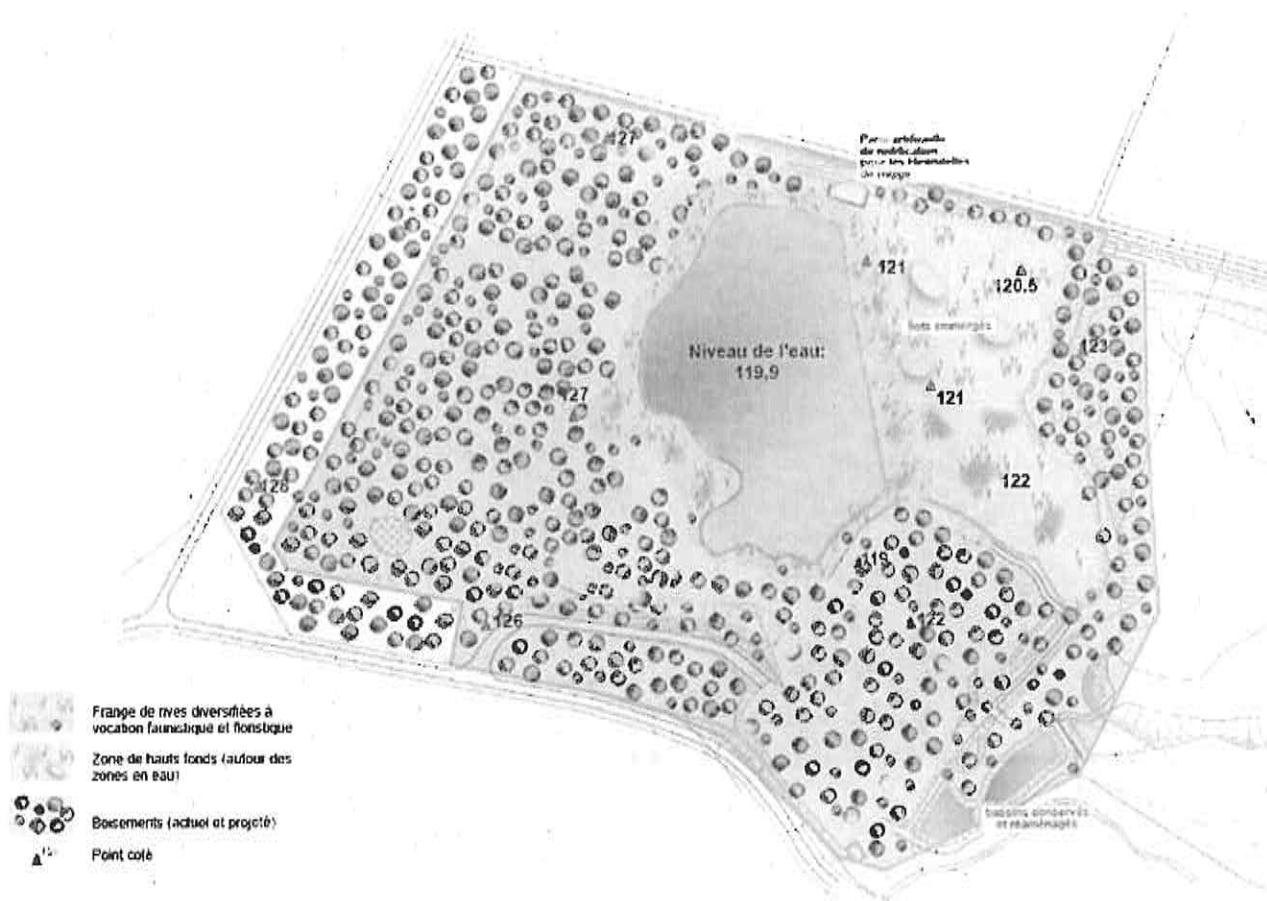
A l'exception des berges du plan d'eau qui devront être remises en état dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

III. Plans de remise en état

Etat intermédiaire des terrains exploités (post extraction – maintien des installations de traitement)



Etat final des terrains exploités



IV. Arrêté du 27 avril 2015 portant dérogation aux interdictions de destructions de spécimens et de transferts d'espèces protégées



PRÉFET DU BAS-RHIN

ARRETE

**portant dérogation aux Interdictions de destructions
de spécimens et de transferts d'espèces protégées**

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 ; R 411-1 à R 411-14 ;
- VU** le décret modifié n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU** l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** La demande présentée par la société S.A.R.L. Sablières de Quartz de Hatten, 67690 Hatten ;
- VU** l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature en date du 17 décembre 2013 ;
- VU** La consultation publique réalisée du 20 février au 06 mars 2014 ;

Considérant que la demande de dérogation porte sur la destruction de spécimens, la destruction, l'altération ou la dégradation des aires de repos ou des sites de reproduction d'espèces animales protégées ;

Considérant que le projet de renouvellement d'autorisation d'exploitation de la carrière de Hatten répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur par la continuité de l'exploitation du site non épuisé et par l'exploitation et la production de matériaux destinés à leur utilisation dans de nombreux secteurs industriels ;

Considérant que la totalité de la surface et du gisement autorisé par l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1996 n'ont pas été exploités, que les infrastructures existantes satisferont à l'exploitation, que l'analyse des effets de l'exploitation concluent sur l'absence de gêne pour les habitations voisines et qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante au projet ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation à la destruction de spécimens et à la destruction, l'altération ou la dégradation des aires de repos ou des sites de reproduction d'espèces animales protégées ;

Considérant que la dérogation ne remet pas en cause l'état de conservation des populations de faune sauvage impactée et ne nuit pas à leur maintien dans un état de conservation favorable ;

SUR Proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le bénéficiaire de la dérogation est la société S.A.R.L. Sablières de Quartz de Hatten, 67690 Hatten, exploitant d'une carrière située sur la commune de Hatten (Bas-Rhin).

Article 2 :

La société S.A.R.L. Sablières de Quartz de Hatten est autorisée à déroger à l'interdiction de :

- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos des animaux des espèces listées ci-dessous :

- Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)
- Grenouille agile (*Rana dalmatina*)
- Lézard des souches (*Lacerta agilis*)
- Couleuvre à collier (*Natrix natrix*)
- Cortège d'oiseaux listées par l'annexe au présent arrêté ;

- destruction de spécimens des espèces listées ci-dessous :

- Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)
- Grenouille agile (*Rana dalmatina*)
- Triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*)
- Lézard des souches (*Lacerta agilis*)
- Couleuvre à collier (*Natrix natrix*).

Article 3 :

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre ainsi que du suivi des engagements pris par le bénéficiaire et notamment :

o §1 des mesures d'évitement et de réductions d'impacts suivantes :

- Évitement de la « mare glaciaire » dans la hêtraie au Sud-Est de la carrière et des deux entités de hêtraie identifiées au Sud de la carrière, de part et d'autre de la bétulaie ;
- Réalisation des travaux sur les zones de présence des amphibiens en dehors de la période de reproduction des amphibiens à savoir de début avril à fin août ;
- Mise en défens de la zone de reproduction des amphibiens à l'aide de filets colorés afin d'éviter sa destruction accidentelle lors des travaux. La délimitation de cette zone est à réaliser avec le chef de chantier accompagné d'un écologue ;
- Afin d'exclure tout risque de destruction accidentelle de spécimens d'amphibiens lors des différentes phases d'exploitation de la carrière la mesure de suppression des ornières formées sur les pistes est à réaliser. Elle consiste à recouvrir l'intégralité des pistes utilisées actuellement dans la carrière (mise à part à l'Ouest où elles seront conservées), mais également toutes les pistes qui pourront être créées au cours des différentes phases. Cette opération est à accompagner par un écologue et est à réaliser dès le démarrage de l'exploitation, hors période de reproduction des amphibiens. Ainsi, ces aménagements sont à proscrire entre les mois d'avril et août, les pistes avec ornières sont interdites de circulation pendant cette période ;
- Interdiction de la destruction de la falaise sableuse exploitée par l'Hirondelle de rivage en marge Ouest du plan d'eau pendant sa période de reproduction, à savoir entre le 1^{er} avril et le 31 août ;
- Le défrichement progressif de la bétulaie au Sud de la carrière est à proscrire entre le 1^{er} mars et le 1^{er} août afin d'éviter toute destruction/dérangement d'individus du cortège avifaunistique local durant leur période de reproduction ;
- La gestion permettant le maintien ou la restauration des lisières forestières stratifiées (arbres dominants, arbres dominés, arbustes, arbrisseaux) des hêtraies (environ 320 ml) et de la bétulaie (environ 170ml) au Sud de la carrière ;
- Des gîtes en faveur des amphibiens et des reptiles sont à mettre en place. Vingt aménagements sont à réaliser sous forme d'amas de bois en périphérie de la hêtraie et de la bétulaie au Sud, complétés de trois aménagements d'hibernaculums d'un à deux mètres de profondeur, constitués d'empilements successifs de graviers, de pierres et de morceaux de bois, recouverts de sables et de pierres de différentes tailles permettant l'accès aux espèces.

o §2 des mesures de compensations suivantes :

- La mise en œuvre d'un statut de protection du foncier du site est à proposer dans le cadre des prescriptions de fin d'exploitation afin d'assurer la pérennité des mesures compensatoires ;
- La mise en œuvre de boisements compensateurs d'une surface au moins égale à la surface de bétulaie impactée soit 1,19 hectares ;
- Une zone de compensation directe et immédiate en début d'exploitation d'une surface d'environ 700 m², et à partir de la cinquième année jusqu'à la fin d'exploitation, trois zones de compensation, de surface totale d'environ 2 100 m² sont à mettre en place en compensation des zones impactées de l'habitat de reproduction du Sonneur à ventre jaune. Le principe de cette compensation est la création d'un groupement d'ornières en périphérie des zones exploitées (formant le plan d'eau central), dans des secteurs, soit épargnés de toute activité (en termes d'exploitation ou de passages d'engins), soit situées directement sur les berges remises en état en fin de chaque phase, dans les secteurs ensoleillés et à proximité de boisements. Au besoin, une mise en défens est assurée par le chef de chantier sur proposition d'un écologue ;
- La mise en place d'une paroi de nidification artificielle en bois en faveur de l'Hirondelle des rivages. Les caractéristiques de conception et de mise en œuvre de cette paroi sont les suivantes :
 - Dimensions de la structure : longueur 30 m ; largeur 2 m ; hauteur supérieure à 2,5 m, soit une surface d'environ 60 m². Percements d'une centaine d'ouvertures d'environ 5 cm de diamètre ;
 - Remblaiement avec du sable prélevé au sein de la carrière d'un volume d'environ 150 m³ ;
 - Mise en place dès le démarrage de l'exploitation, en période hivernale ou automnale, afin de favoriser sa colonisation dès le printemps suivant ;
 - Localisation en marge Nord-Ouest de la carrière dans un secteur préservé de tout aménagement ;
 - L'aménagement de cette paroi de nidification est accompagné par un écologue spécialisé.

o §3 des mesures de suivis détaillées ci-dessous :

- Un suivi ornithologique (2 passages par an au printemps et en été) est assuré en année n+1 et n+2, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de la période d'exploitation par un écologue spécialisé. Il permet de caractériser, d'années en années, les différents cortèges ornithologiques au sein des milieux et également de confirmer ou infirmer le maintien de toutes les espèces impactées initialement par le projet. Un suivi spécifique de l'hirondelle des rivages est réalisé selon les mêmes modalités ;

- Un suivi annuel des amphibiens et des reptiles (pendant les 5 premières années) puis tous les deux ans (2 passages au printemps) est assuré par un écologue jusqu'à la fin de l'exploitation de la carrière. Deux passages annuels sont menés pour le suivi du Sonneur à ventre jaune. Le suivi permettra de valider les principes de conception et les mises en défens. Le cas échéant des mesures correctives sont apportées par le pétitionnaire. En parallèle, des relevés ciblés sur les reptiles sont réalisés au niveau des gîtes ;
- Un suivi des Odonates est assuré en année n+1 et n+2, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de la période d'exploitation par un écologue spécialisé.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, des mesures correctives sont apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées.

Article 4 :

Les dérogations sont autorisées sur les lieux d'exploitation et d'extension de la carrière exploitée par la société S.A.R.L. Sablières de Quartz de Hatten, sur le ban communal à Hatten.

Article 5 :

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 jusqu'au 10 septembre 2033.

Article 6 :

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, ainsi que l'annexe, au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

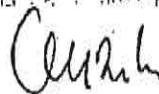
Article 2 :

Une copie du présent arrêté sera transmise au demandeur ainsi qu'au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace.

Fait à Strasbourg, 27 AVR. 2015

LE PREFET

La Préfète



Christian RIGLI

Toutes personnes ayant intérêt pour agir peuvent contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa publication. A cet effet elles peuvent saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Elles peuvent également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'Ecologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Annexe

Liste des espèces protégées de l'avifaune objets de la dérogation à l'interdiction de destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos:

Buse variable (*Buteo buteo*)

Coucou gris (*Cuculus canorus*)

Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*)

Grimpereau des jardins (*Certhya brachydactyla*)

Grosbec casse-noyaux (*Coccothraustes coccothraustes*)

Hibou moyen-duc (*Asio otus*)

Loriot d'Europe (*Oriolus oriolus*)

Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*)

Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*)

Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*)

Rossignol phlomèle (*Luscinia megarhynchos*)

Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*)

Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*)

Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*)

hirondelle de rivage (*Riparia riparia*)

Annexe . Liste des espèces protégées de l'avifaune.

p.1/1

